Déclaration à la presse de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur la situation en Syrie, à New York le 22 septembre 2016.

2016-09-22

J'ai réaffirmé la position de la France. J'ai dit aux Russes et aux Américains que nous étions d'accord pour repartir de leur accord du 9 septembre, qu'il n'y a pas d'autre proposition sur la table mais qu'il y avait des conditions pour réussir. La première, c'est d'exiger que l'aviation syrienne reste clouée au sol, qu'elle ne poursuivre plus ses bombardements, donc qu'elle arrête d'intervenir, c'est la première condition. Et la deuxième condition, et on voit bien les limites de ce qui s'est passé depuis Genève entre Russes et Américains, c'est qu'il faut que l'ensemble des membres de ce Groupe international de soutien soit associé au contrôle de la mise en oeuvre d'une trêve. C'est la proposition de la France, qui a été soutenue d'ailleurs par la plupart des intervenants dans cette réunion.

Q - Est-ce que l'offensive majeure qui vient d'être lancée sur Alep a été évoquée ?

R - Bien entendu.

Q - Et alors ?

R - Nous exigeons que l'aviation syrienne reste clouée au sol. Sinon, il n'y aura pas de trêve.

Q - N'est-ce pas une provocation cette offensive qui débute quasiment à l'heure où débutaient les négociations ?

R - Je pense qu'il faut l'interpréter comme cela, c'est pour cela qu'il y a une colère de beaucoup de participants, qui ne s'est pas exprimée violemment, mais qui est une colère contenue, mais une réelle colère contre ce régime qui continue en dépit de toute dignité et tout respect de la loi internationale de massacrer son peuple.

C'est pourquoi je pense que si on veut vraiment, y compris en repartant de l'accord russo-américain du 9 septembre, que cela marche, alors il faut changer de méthode, il faut que l'ensemble des pays qui participent à ces réunions du Groupe international de soutien soient associés au contrôle de cette perspective de trêve, et puis, pour cela, se donner les moyens

d'empêcher l'aviation syrienne de décoller. Et la question a été, bien entendu, posée à ceux qui soutiennent le régime de Damas.

Q - Qu'en disent les Russes ? Qu'a répondu Lavrov à cette question ?

R - À l'évidence, la réponse n'était pas satisfaisante. Nous attendons un engagement clair. La réponse porte toujours sur «il faut combattre al-Nosra comme Daech». Nous sommes d'accord, il faut combattre al-Nosra comme Daech, mais ce n'est pas à l'aviation syrienne de le faire, c'est à la coalition internationale, et aussi avec l'aide des Russes, mais sinon l'aviation syrienne continuera de bombarder tout le monde, et en particulier l'opposition, puisqu'aujourd'hui c'est Alep qui est visée.

Q - Quel est le prochain rendez-vous ?

R - Nous avons rappelé aux Russes et aux Américains la responsabilité de se mettre d'accord et sans tarder. Moi, j'ai exprimé le point de vue de la France, qui est une exigence politique et morale : c'est qu'on ne peut pas continuer dans cette situation. J'ai répété ce que j'ai dit au conseil de sécurité, j'ai fait des propositions précises, qui ont été agréées par beaucoup de participants à cette réunion. Il faut bien que tous soient conscients de leur responsabilité. Le mécanisme de surveillance de l'accord de cessez-le-feu que je propose, il faut vite le mettre en oeuvre, c'est une condition de la réussite de cet accord.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 29 septembre 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/200470-declaration-la-presse-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-e